

Déclaration du Groupe Armé Mai –Mai/Division  
Sud-Sud à la Conférence sur la Paix ,la sécurité et  
le Développement dans les provinces du Nord- Kivu  
et du Sud - Kivu .

Honorable Président de l'Assemblée Nationale ;

Monsieur l'Abbé, Président du Bureau de la Conférence ;

Messieurs les membres des différents bureaux des organes  
de la Conférence ;

Mesdames, mesdemoiselles, messieurs et distingués invités

Chers compatriotes ;

Le Groupe Armée Mai -Mai, GAM en sigle,  
communément appelé Groupe ZABULON, suit avec  
intérêt l'évolution de la situation politique et sécuritaire  
dans notre pays et surtout dans la partie Est de la  
République.

Notre Groupe désire ardemment que ces assises ne  
soient pas un forum de plus sur la longue liste des  
rencontres organisées dans le cadre de la recherche des  
solutions aux problèmes politiques, militaires et sécuritaires  
de notre pays.

Pour notre Groupe Armé Mai-Mai, la situation sociale, politique et sécuritaire de notre pays est très grave et menace l'existence même du pays et de la nation Congolaise. Plus que jamais, le pays est au bord de l'éclatement aujourd'hui.

C'est donc vous dire chers conférenciers, combien il est impérieux d'organiser un tel forum où l'occasion nous est offerte pour faire le point de la situation et examiner ensemble les voies de sortie de la crise.

## **QUI EST LE Groupe Armé Mai-Mai?**

Estimés à plus ou moins 12.000 hommes, militaires, policiers et services de sécurité confondus, le Groupe Armé Mai-Mai, Division Sud-sud est constitué des combattants, hommes et femmes, issus de toutes les couches sociales qui ont pris les armes pour défendre l'intégrité du territoire nationale et la souveraineté du pays mis à mal depuis Octobre 1996 par la coalition des forces d'agression recrutées essentiellement au Rwanda, au Burundi et en Ouganda.

A la tête de ces forces d'agression se trouvent les tutsis de tous bords prétextant qu'ils ont pris les armes pour revendiquer la nationalité Zaïroise.

Au cours de sa randonnée dévastatrice, la coalition tutsi s'est singularisée par :

- des pillages à grande échelle. Le butin transportable a été transféré au Rwanda, au Burundi et en

Ouganda, tandis que celui qui ne pouvait pas l'être, était tout simplement détruit par le feu.

-des massacres similaires à un génocide perpétrés sur des populations civiles innocentes et sans défense à Lemera, à Katogota, à Kahungwe, à Makobola, à Kiliba, à Runingu, à Uvira, à Kasika etc.

Des rescapés établissent clairement qu'au cours de l'exécution de ces sales besognes, ce sont les tutsis dits banyamulenges qui se sont le plus illustrés dans les tueries et autres vexations dégradantes par rapport aux tutsi Ougandais, Rwandais et Burundais. Esprit de vengeance ? Pour leur avoir fait quoi ?

Face à une telle tragédie infrahumaine visant l'extermination d'un peuple sur son propre sol, et compte tenu de l'incapacité du Gouvernement de l'époque d'assurer la protection des personnes et de leurs biens, ainsi que de l'intégrité territoriale de la RD.Congo, à l'instar du Gouvernement actuel, des hommes et des femmes de toutes les couches sociales se mobilisèrent et prirent des armes pour s'auto défendre ; car ils n'avaient plus d'autre choix que d'emprunter les moyens utilisés par l'agresseur.

En kifuliiru cela se dit mieux : « **Li nyokokulu angaluka umugozi, nawe unahunge ugundi** » ; ceci veut dire : « si votre grand mère tisse une corde pour vous ligoter, elle sera surprise lorsqu'elle constatera que vous aussi, vous avez tissé une autre à son insu ». Car en pareilles

circonstances, les swahiliphone disent « **dawa ya moto ni moto** ».

Voilà pourquoi, si à ce jour, le fameux Groupe des 47 et les soit disant insurgés opérant dans les hauts et moyens plateaux surplombant le lac Tanganyika n'ont pas pu évoluer et atteindre leurs objectifs hégémoniques, notamment la création du territoire de Minembwe, c'est suite à la vigilance de notre Groupe Armé Mai-Mai.

Ainsi compris, le GAM reflète et canalise donc l'esprit nationaliste, l'idéal communautaire ainsi que les aspirations profondes de notre peuple à plus de liberté, de démocratie et de dignité.

Il ne constitue nullement une milice tribale ou régionaliste et encore moins une force militaire dirigée contre un pays, une communauté ou un groupe d'individus. Les mai-mai mobilisent la quasi totalité des populations de l'Est du pays et jouissent par ailleurs d'une grande sympathie de la communauté nationale, n'en déplaise ses détracteurs.

Pour rappel, les agresseurs dont question, sont les descendants de tous ces immigrés et réfugiés tutsi abandonnés sur les terres de nos ancêtres, et qui par la suite vont s'autoproclamer Banyamulenge pour des raisons évidentes, notamment le camouflage de leur

identité avec tout ce que cela génère comme avantages sociopolitiques.

C'est dans cette optique qu'ils vont recourir à la voie la plus extrême, celle de l'utilisation des armes comme moyen de pression pour faire entendre leurs revendications.

A ce sujet, le Groupe Armé mai-mai considère que quand une minorité devient surarmée dans un pays, elle n'en est plus une et devient par ricochet très nuisible.

Aussi, il ne faut pas que l'on croit que la minorité a le droit d'exterminer la majorité. Celle-ci autant que la minorité, ne peuvent toutes deux être protégés que par l'Etat.

Par ailleurs, si l'Etat est faible, et capitule face à ses responsabilités Constitutionnelles, le peuple a légitimement le droit de se prendre en charge jusqu'à la dernière goutte du sang du dernier résistant.

Parole du patriote

## **ATTITUDE DU GOUVERNEMENT CONGOLAIS A L'EGARD DU GROUPE ARME MAI-MAI**

Depuis 1996, nous les mai-mai, n'avons cessé d'accomplir des lourdes responsabilités que nous nous sommes assignées, et ce dans des conditions sociales, politiques et sécuritaires extrêmement difficiles: privation de la solde et de la ration, exclusion dans la gestion de la

chose publique, marginalisation lors des collations des grades etc. Après tant de sacrifices consentis pour la nation, Uvira dispose d'aucun ministre, d'aucun général dans l'armée comme dans la police, j'en passe, alors que ceux là qui constituent une menace évidente occupent des postes hautement stratégiques dans l'armée, la police (plus de 15 généraux), les services de sécurité, les ambassades, les Gouvernements provinciaux et central où ils ont occupé même le poste du Vice président de la République. C'est comme qui dirait qu'en RDC il ya d'un coté des esclaves qui doivent travailler et de l'autre des maîtres pour jouir. Ceci est très révoltant lorsque l'on sait pertinemment bien qu'aucune autre tribu congolaise, majoritaire soit-elle en dispose autant ?

Et pourtant leurs appétits ne sont toujours pas satisfaits ! Ils ont encore déjà pris les armes. Les uns pour revendiquer l'érection d'un territoire autonome, d'autres soit pour leur repositionnement politique, soit pour leurs revendications identitaires, soit pour le retour de leurs prétendus réfugiés.....

Je parie que nos amis ont une source intarissable d'imagination pour faire chanter le gouvernement.

En ce qui concerne les Mai-Mai, nous avons été, à maintes reprises, traités d'intégristes, d'extrémistes et diabolisés ou vilipendés au point d'être assimilés aux forces négatives, surtout par ceux là même qui devraient, en toute logique, nous apporter le soutien dont nous avons besoin lorsqu'il s'est agi principalement de défendre l'intégrité territoriale, de lutter pour la

restauration de l'autorité de l'Etat et de protéger les attributs de l'Etat dont la nationalité Congolaise.

En plus, il y a lieu de décrier d'une part, la décapitation des brigades et des bataillons des patriotes mai-mai par l'éloignement, mieux la déportation de leurs officiers loin de leurs positions opérationnelles ( cas des colonels Kayamba, Nyerere, Baleke...), et d'autre part le maintien prolongé et délibéré de certains d'entre eux dans les centres de brassage (cas des colonels ABDUL, Mwenyemali....) avec pour conséquences, la facilitation des infiltrations des éléments armés en provenance des pays voisins.

A cela s'ajoute la sélection discriminatoire dans la reconnaissance des grades à nos officiers par rapport à d'autres groupes armés intégrés dans les FARDC.

Nous dénonçons également le maintien de la mise en place politique et militaire issue du schéma 1 plus 4 par le Gouvernement actuel, de surcroit issu des élections libres et démocratiques.

## **SITUATION POLITIQUE ET SECURITAIRE ACTUELLE A L'EST DE LA RDC**

L'Est de notre pays connaît une situation désastreuse marquée essentiellement par :

- la présence des FDLR (Intera hamwe, Rasta) et FNL

- La présence du groupe de 47 et des insurgés, en parfaite intelligence avec les hommes de NKUNDA, opérant dans les hauts et moyens plateaux surplombant le lac Tanganyika, où ils commettent des exactions criminelles et autres brimades de tout genre : tueries, viols, pillages etc.

**N.B.** Ces groupes bénéficient de l'appui du Rwanda ainsi que de la complicité de certains politiciens et hauts cadres de l'armée de Kinshasa qui leur apportent un souffle nouveau toutes les fois qu'ils sont au point de capituler.

En pareils cas, qui ne constaterait pas que le peuple congolais est trahi par ceux la qui ont la charge de sa protection ?

- La prétention provocatrice de ces insurgés d'ériger de force, des entités territoriales propres à eux , au mépris de la Constitution et des lois du pays : cas de la tentative de creation du fameux territoire de Minembwe ;
- Le manque de respect envers les autorités coutumières légalement établies, par les membres de ce groupe;
- Le dysfonctionnement délibérément entretenu des services de sécurité entraînant des infiltrations permanentes de l'ennemi en vue de gonfler les effectifs du groupe de 47 ;

- le redéploiement en cours, consistant à confier le commandement des unités de l'Est aux chefs issus essentiellement d'un même groupe ethnique et ou idéologique: comme qui dirait une mise en chantier d'une occupation territoriale en sourdine.

## **PISTE DES SOLUTIONS**

Pour le GAM, rétablir la paix et assurer la sécurité des personnes et de leurs biens est une condition sine qua none pour un développement socio-économique durable et harmonieux dans les provinces du nord-kivu et sud-kivu :

Pour y arriver, il faut :

- Décourager les milices tutsi (groupe de 47, les insurgés) et leurs leaders politiques, dans leur tentative suicidaire de recherche d'un territoire propre à eux. Car cette pratique consistant à recourir aux armes pour faire aboutir des revendications même banales risque d'être un précédent fâcheux pour l'ensemble du pays.
- Résoudre la question des déplacés internes et des réfugiés congolais par la mise sur pied d'une commission multipartite conjointe HCR-RDC - pays voisins, en vue d'identifier les véritables

réfugiés congolais disséminés dans la région des Grands lacs.

- Accélérer le mouvement de rapatriement des réfugiés Burundais, et Rwandais se trouvant en R.D CONGO issus des vagues successives de 1959 à nos jours, lesquels réfugiés ont été oubliés sur notre territoire et qui servent de prétexte aux manœuvres de déstabilisation de la RDC par leurs pays d'origine.
- Exercer des pressions diplomatiques sur le Rwanda en vue d'obtenir de la communauté internationale l'organisation d'un dialogue inter-Rwandais pour le retour pacifique des FDLR se trouvant au Congo avant qu'ils ne commencent à se sédentariser. Le Rwanda n'est pas une propriété exclusive des seuls Tutsi ;
- Que l'Etat Congolais assume obligatoirement ses prérogatives constitutionnelles par le renforcement de son autorité polico-militaire notamment :
  - En revisitant sa politique d'avancement des grades et de promotion en tenant compte de la compétence, du patriotisme, de diverses sensibilités géopolitiques pour un partage équitable et équilibré dans la gestion de la chose publique ;

- en réorganisant la justice tant civile que militaire, les services de sécurité entendus ;
- en assainissant la chaîne de commandement militaire,
- en traduisant devant la justice tous les responsables militaires impliqués dans le scandale de la corruption ou soupçonnés de trahison aux fronts (démobilisation, détournement de la solde et de la logistique)
- en réhabilitant les éléments de notre groupe par la reconnaissance de leurs grades,
- en redéployant les unités patriotes le long de nos frontières avec le Rwanda, la Burundi et l'Ouganda,
- en payant régulièrement et de façon conséquente la solde des militaires en général et des mai-mai en particulier ;
- en reconstituant la capacité dissuasive de l'armée en vue de décourager toutes les vellétés expansionnistes doublées des appétits territoriaux dont sont imbus les insurgés et leurs alliés.
- en demandant à la communauté internationale de jouer pleinement son rôle, celui d'imposer la paix.

Le Groupe Armé Mai-Mai adhère aux objectifs de la conférence et s'engage à respecter les recommandations et résolutions de celle-ci pour autant qu'elles contribueraient au rétablissement de la paix, la sécurité dans nos provinces respectives en particulier et de la RDC en général

Que vive la RD Congo

Que vivent les vaillants combattants du Groupe Armé Mai-Mai

Je vous remercie

Fait à Uvira le 04 janvier 2008

Pour le Groupe Armé Mai-mai

Le Général de Brigade Zabuloni Rubaruba

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.  
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.  
This page will not be added after purchasing Win2PDF.